

Evolution récente de l'économie équato-guinéenne et perspectives pour 2017-18

1. Généralités

Sur la base du recensement effectué en 2001, la population de la République de Guinée équatoriale est estimée à 1,6 millions habitants¹ pour une superficie de 28 051 km². Elle croît au taux annuel moyen de 2,8 %. La population urbaine, répartie entre les principales villes que sont Malabo, Bata et Ebebiyin, représente 40,0 % de la population totale.

Outre les hydrocarbures, sa principale source de revenu, la Guinée équatoriale possède des ressources naturelles, notamment le bois, l'or, le diamant, le zinc et autres métaux de base.

La découverte puis l'exploitation des réserves de pétrole et de gaz à la fin des années 1990 ont permis à ce pays d'enregistrer une forte croissance économique pendant plus d'une décennie. Au cours de cette période, profitant des revenus tirés de l'exploitation des hydrocarbures, la Guinée équatoriale a lancé et exécuté un programme ambitieux de développement et de transformation économique et sociale, conformément à son Plan National de Développement. Ainsi, le pays a pu financer ses investissements collectifs (routes, écoles, centres de santé, énergie, etc.).

Toutefois, consciente de la fragilité de son modèle de croissance basé sur l'exportation à l'état brut des matières premières, la Guinée Equatoriale s'investit depuis quelques années pour diversifier son économie. Elle met progressivement en place les conditions d'une croissance future moins dépendante des hydrocarbures : industrialisation (cimenterie, transformation du bois et des produits agricoles, etc.), transports, télécommunications, services divers (de santé, d'éducation, aux entreprises et aux ménages). Tous ces facteurs favorables permettent de jeter les bases de son développement économique et social actuel et futur.

A l'instar des autres pays exportateurs des matières premières, la Guinée Equatoriale subit depuis septembre 2014 une grave crise économique liée à la baisse de la production de pétrole et à l'effondrement des prix des hydrocarbures : la production globale s'est effondrée, les déficits budgétaires et des opérations courantes sont devenus chroniques, le niveau des avoirs de réserves a considérablement chuté. En revanche, les prix à la consommation des ménages ont augmenté moins vite au cours de dernières années. L'Etat s'est également faiblement endetté tant auprès des non-résidents que du secteur privé national.

Tableau 1 : Evolution des principales grandeurs macroéconomiques de la Guinée équatoriale (%)

	2012	2013	2014	2015	2016*
PIB réel	8,3	-3,9	0,2	-9,5	-6,0
dont PIB hors Hydrocarbures	6,7	1,8	-2,0	-7,0	-2,9
Inflation	3,6	3,0	4,3	1,7	1,4
Solde budgétaire de base/PIB	-8,0	-6,5	-5,2	-3,8	-8,4
Solde du compte courant/PIB	-1,5	-2,7	-4,0	-16,7	-8,0
Encours de la dette publique/PIB	8,0	6,8	10,0	14,3	18,4
Taux de couverture extérieure de la monnaie	100,9	100,7	80,6	55,9	8,4

Sources : Rapport de surveillance multilatérale (CEMAC), BEAC, FMI (Perspectives économiques régionales, avril 2017)

* Estimation

¹ . Cf. Rapport Annuel de la Zone Franc 2015

2. Evolution de la production et de l'inflation en 2016

A. Maintien de l'activité en zone négative...

Pour la deuxième année consécutive, l'activité économique est restée bloquée en zone négative. En effet, le taux de croissance du PIB en volume s'est établi à - 6,0 % contre déjà - 9,5 % enregistré en 2015. Cette évolution défavorable s'explique à la fois par la contraction de la production des hydrocarbures (-8,8 %) et par les faibles performances du secteur hors pétrole dont l'activité est demeurée négative (-2,9 %), bien que meilleure par rapport à l'année 2015 au cours de laquelle elle avait chuté de 7,0 %.

Ce qui explique le redressement de l'activité du secteur hors pétrole est la relative bonne tenue des performances des branches « énergie, gaz et eau », en rapport avec la mise en service de la centrale hydroélectrique de Djibloho il y a quelques années et de la nouvelle centrale de Malabo, renforcée par les travaux de modernisation des réseaux électriques dans la plupart des grandes villes du pays. Par ailleurs, les services ont également contribué positivement à la hausse de l'activité non pétrolière, notamment les branches « commerce, restaurant et hôtel » et « transport et télécommunication ». Ces branches ont pu bénéficier de la remontée de la demande en provenance des ménages et des entreprises nationales.

A l'opposé, comme l'année précédente, l'activité de la branche BTP est demeurée morose du fait de la contraction continue des commandes publiques. De même, la production sylvicole (grumes et débités) est modeste, à cause de la faiblesse de la demande mondiale de bois. En outre, la contribution de la branche « agriculture, pêche et élevage » à la croissance est restée marginale, malgré la mise en œuvre du Programme National de Productos Alimenticios, PRONAPA. Cette branche est confrontée à des contraintes d'offre.

B...dans un contexte de faible inflation...

La progression des prix à la consommation des ménages a ralenti en 2016 pour se situer à 1,4 % contre 1,7 % enregistré en 2015. La décélération des prix s'explique par la faible augmentation des prix de services de transport, d'éducation et de la communication.

3. Aggravation du déficit budgétaire

L'objectif principal de la politique budgétaire en 2016 a porté à la fois sur :

- Le renforcement de la mobilisation des recettes intérieures hors pétrole pour compenser le tassement des revenus tirés de l'exploitation des hydrocarbures ;
- La contraction des dépenses publiques afin de réduire le déficit budgétaire. Cet objectif n'a pas été atteint puisque les dépenses courantes primaires ont augmenté.

En raison de la baisse de la production et de la faiblesse des cours du pétrole, les recettes budgétaires totales ont diminué de 24,9 % pour atteindre FCFA 1551 milliards contre FCFA 2064,7 milliards en 2015. Les recettes pétrolières se sont établies à FCFA 1222,6 milliards, en recul de 23,4 % par rapport à l'année précédente. Les recettes hors pétrole ont baissé de 1,9 % pour se situer à FCFA 328,4 milliards après FCFA 333,6 milliards en 2015.

Les dépenses budgétaires totales, quant à elles, ont diminué de 10,5 % pour s'établir à FCFA 2087,1 milliards, en liaison essentiellement avec la forte baisse des dépenses en capital. A l'opposé, les dépenses courantes sont en hausse 19,3 %, essentiellement à la suite de

l'augmentation de 23,2 % des dépenses des biens et services, due à l'organisation du 4^e sommet Afrique-Monde arabe.

En définitive, la gestion des finances publiques en 2016 s'est soldée par l'aggravation du déficit budgétaire, base engagements, hors dons, qui est passé de FCFA 266,7 milliards à FCFA 536 milliards, soit -8,4 % du PIB contre -3,8 % du PIB en 2015.

En tenant compte du paiement des amortissements de la dette extérieure de FCFA 250,0 milliards, ce déficit a engendré un besoin de financement global de FCFA 786 milliards, couvert par la mobilisation des financements de FCFA 406 milliards auprès des non-résidents, alors que les secteurs bancaire et non bancaire locaux y ont consenti pour FCFA 380,0 milliards.

4. Réduction du déficit des transactions courantes

Le déficit des transactions courantes, transferts publics exclus s'est réduit, pour représenter 8,0 % du PIB contre 16,4 % du PIB enregistrés 2015, en rapport avec le recul important des déficits des balances des services et des revenus primaires.

En revanche, le déficit du compte financier s'est davantage détérioré, induisant une aggravation du déficit de la balance globale. Celui-ci est passé de FCFA 846,1 milliards en 2015 à FCFA 1331,8 milliards en 2016. Il a été entièrement financé par une baisse des réserves de change de la Banque Centrale.

5. Situation monétaire peu confortable

L'évolution des principaux agrégats au 31 décembre 2016 a été marquée par la diminution des avoirs extérieurs nets et par l'accroissement modéré du crédit à l'économie.

En effet, les avoirs extérieurs nets se sont contractés de 80,9 % pour se situer seulement à FCFA 162,8 milliards 31 décembre 2016, en raison de la baisse des recettes d'exportations sur les hydrocarbures. Ainsi, le taux de couverture extérieure de la monnaie est ressorti à 8,4 % à fin décembre contre 55,9 % à fin décembre 2015.

Les crédits à l'économie, quant à eux, ont augmenté de 3,7 % pour se situer à FCFA 1150,3 milliards à fin 2016.

6. Situation de la dette

La dette publique de la Guinée Equatoriale reste faible². En effet, la dette publique brute, essentiellement extérieure, notamment auprès d'Exim Bank de Chine, a atteint 18,4 % du PIB en 2016 contre 14,3 % du PIB en 2015.

L'analyse de la viabilité de la dette faite conjointement par le FMI et la Banque mondiale en 2015, prévoyait que la dette publique resterait viable à moyen terme, à l'horizon 2020. Sur la base des projections du FMI, l'ajustement budgétaire que la Guinée Equatoriale devrait réaliser sous-tend une augmentation durable de la dette publique à moyen terme à environ 17,0 % du PIB en 2020. L'analyse de la sensibilité a également montré que dans le cadre d'un scénario défavorable où le déficit primaire est maintenu constant à 3,5 % du PIB après 2015, la dette publique atteindrait 35,0 % du PIB.

². FMI, Analyse de la viabilité de la dette, Rapport 2015 au titre de l'Article IV.

7. Perspectives économiques pour 2017 et à moyen terme

En 2017, l'activité économique en Guinée Equatoriale devrait continuer à se dégrader, à la suite de l'effet combiné de la baisse de la production des hydrocarbures et de la faiblesse des cours du pétrole. Ainsi, le taux de croissance du PIB en termes réels s'établirait à -11,0 % en 2017 contre -6,0 % enregistrés en 2016. Cette évolution très défavorable trouverait son origine dans la détérioration des performances du secteur pétrolier, alors que l'activité du secteur hors pétrole, tout en demeurant en zone négative, devrait s'améliorer (-2,6 % contre -7,0 enregistrés en 2016). La remontée de la production des hydrocarbures et la poursuite du redressement du secteur hors pétrole à partir de 2018 devraient, à moyen terme, réinstaller la croissance de l'économie équato-guinéenne en zone positive.

En matière des prix à la consommation des ménages, le taux d'inflation resterait modéré à 2,2 %, largement en-dessous du critère de convergence multilatérale (3,0 %). Cette évolution serait déterminée par la moindre progression des prix des services de transport, de communication et d'éducation, en phase avec les faibles performances anticipées de l'économie.

L'exécution des finances publiques, quant à elle, se traduirait par une réduction du déficit budgétaire, hors dons. Celui-ci reviendrait à 2,3% du PIB en 2017 contre -8,5 % du PIB en 2016. La réduction du déficit budgétaire résulterait de la mise en œuvre du programme d'ajustement budgétaire en cours de discussion avec FMI.

S'agissant des échanges extérieurs, le déficit du solde du compte extérieur courant, hors dons, qui se situait 8,0 % du PIB en 2016 reviendrait à 5,5 % du PIB et devrait continuer à baisser à moyen terme, en raison de l'amélioration attendue de la balance commerciale.

Enfin, la situation monétaire se solderait par une légère reconstitution des avoirs extérieurs nets suite à l'amélioration prévue du solde commercial. Par ailleurs, la hausse du crédit à l'économie se poursuivrait, en phase avec la reprise économique.

8. Situation sociale

Depuis le début de l'exploitation des richesses pétrolières, des améliorations sociales significatives ont été enregistrées : hausse de l'espérance de vie à la naissance qui se situe à 53 ans, taux élevés d'alphabétisation et de scolarisation, accroissement du nombre de personnes ayant accès à l'eau et à l'électricité. Toutefois, la mortalité infantile et maternelle, ainsi que le cadre de vie des populations urbaines demeurent préoccupants. En effet, la croissance enregistrée par la Guinée Equatoriale n'a pas été suffisamment inclusive. La pauvreté n'a cessé progresser. Elle a même augmenté (particulièrement urbaine) de presque 10 points pour se situer à 76,8 % en 2007 contre 67 % en 1994³.

Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), classe la Guinée équatoriale dans la catégorie « développement humain moyen » en 2015 où il occupait le 138^{ème} rang sur un total de 188 pays.

³ . Les données actualisées de la population vivant en deçà du seuil de pauvreté ne sont pas disponibles.

9. Environnement et climat des affaires

La Guinée équatoriale doit relever plusieurs défis institutionnels sur son chemin vers une plus grande facilitation des affaires. Il faut en moyenne 132 jours pour créer une entreprise. Par ailleurs, la passation des marchés publics s'effectue encore avec peu de formalisme, sur la base du gré à gré, en dépit de l'existence du code des marchés publics. Cette situation se traduit par le mauvais placement de ce pays dans le rapport Doing Business. Sur 190 pays ayant fait l'objet de classement dans l'édition 2016, la Guinée équatoriale occupe la 178^{ème} place.

10. Relations avec la BDEAC

Depuis 2003, la BDEAC a approuvé en faveur de la Guinée Equatoriale 6 opérations représentant un volume cumulé d'engagements de FCFA 83 160 millions, dont 88,7 % en faveur du secteur privé.

Ces engagements cumulés en faveur de ce pays concernent principalement les industries et agro-industries (96,4 %) et l'immobilier et services (3,6 %).